

COFICOM

SAS AU CAPITAL DE 37.472 EUROS

R.C.S PARIS SIRET: 379 598 626 00016

INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES

MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE PARIS

7 RUE DE VILLERSEXEL - 75007 PARIS

TÉLÉPHONE : 01 45 48 88 18

CARE FRANCE

Association reconnue d'utilité publique

71 rue Archereau

75019 Paris

EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'assemblée générale de l'Association CARE FRANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CARE FRANCE relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} juillet 2023 à la date d'émission du présent rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous vous indiquons que l'opinion ci-dessus s'appuie sur l'examen des principes comptables suivis, sur le contrôle du calcul des fonds dédiés et des legs reportés et sur les

estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, en particulier celles tenant à la séparation des exercices. Nous nous sommes également assuré que le compte de résultat par origine et destination (CROD) et compte d'emploi annuel des ressources (CER) sont établis conformément aux modalités mentionnées dans l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte des comptes annuels pris dans leur ensemble, de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de la Trésorière.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau sur délégation du Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- . il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- . il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- . il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- . il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité

d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

. il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 27 janvier 2025



Le Commissaire aux Comptes
COFICOM
Jean MORARD



CARE France

Comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2024

Table des matières

| | |
|--|--------|
| BILAN | - 4 - |
| COMPTE DE RESULTAT | - 7 - |
| PREAMBULE | - 9 - |
| INFORMATIONS GENERALES | - 9 - |
| 1. Description de l'objet social de l'entité | - 9 - |
| 2. Description de la nature et du périmètre des activités..... | - 10 - |
| 3. Description des moyens mis en œuvre..... | - 10 - |
| FAITS MARQUANTS | - 10 - |
| 1. Informations générales et faits significatifs | - 10 - |
| 2. Faits marquants de l'exercice : | - 11 - |
| 3. Evénements significatifs postérieurs à la clôture..... | - 11 - |
| REGLES ET METHODES COMPTABLES | - 12 - |
| 1. Règlementation comptable | - 12 - |
| 2. Informations complémentaires | - 12 - |
| 3. Présentation des principales méthodes retenues | - 13 - |
| 4. Changements comptables | - 16 - |
| Informations relatives aux postes du bilan | - 17 - |
| • Actif immobilisé..... | - 17 - |
| • Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice | - 18 - |
| • Charges constatées d'avance | - 19 - |
| • Tableau de variation des fonds propres | - 19 - |
| • Fonds reportés..... | - 19 - |
| • Tableau de variation des fonds dédiés..... | - 20 - |
| • Provisions pour risques et charges..... | - 20 - |
| • Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice | - 21 - |
| • Charges à payer | - 21 - |
| • Produits constatés d'avance..... | - 22 - |
| Informations relatives aux postes du compte de résultat | - 22 - |
| • Produits d'exploitation | - 22 - |
| • Ventilation des concours publics et subventions | - 22 - |
| • Legs, donations et assurances-vie | - 23 - |

| | |
|---|---------------|
| • Résultat financier..... | - 23 - |
| • Résultat exceptionnel..... | - 23 - |
| • Contributions volontaires en nature | - 24 - |
| INFORMATIONS SPECIFIQUES – CROD - CER | - 25 - |
| PREAMBULE..... | - 25 - |
| COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD) | - 26 - |
| Notes annexes au compte de résultat par origine et destination | - 27 - |
| 1. Notes explicatives sur les produits par origine | - 27 - |
| 2. Notes explicatives sur les charges par destination | - 28 - |
| 3. Modalités de détermination des produits et charges par destination..... | - 29 - |
| COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES (CER) COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC | - 31 - |
| Notes annexes au Compte d'emploi annuel des ressources (CER) collectées auprès du public | - 32 - |
| 1. Principes | - 32 - |
| 2. Ressources | - 32 - |
| 3. Emplois | - 32 - |
| ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS..... | - 33 - |
| • Effectif | - 33 - |
| • Rémunération..... | - 33 - |
| • Honoraires du commissaire aux compte..... | - 33 - |
| • Engagements hors bilan | - 33 - |
| ETAT SEPRE DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES (EAR) PROVENANT DE L'ETRANGER POUR L'EXERCICE N (VERSION SYNTHETIQUE) | - 34 - |
| PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 2024-2025 | - 35 - |

BILAN

Bilan actif

| ACTIF | 30/06/2024 | | | 30/06/2023 |
|--|--------------------|------------------------------|-------------------|--------------------|
| | Brut | Amortissements et provisions | Net | Net |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | 441 573 | 297 539 | 144 033 | 208 545 |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et de développement | | | | |
| Logiciels, droits et valeurs similaires | 441 573 | 297 539 | 144 033 | 208 545 |
| Autres | - | | - | - |
| Immobilisations incorporelles en cours | - | | - | - |
| Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | 775 780 | 492 308 | 283 472 | 315 138 |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériels, et outillage | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 775 780 | 492 308 | 283 472 | 315 138 |
| Immobilisations corporelles en cours | - | | | |
| Avances et acomptes | - | | | |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | 325 538 | - | 325 538 | 91 282 |
| Immobilisations financières | 169 864 | - | 169 864 | 133 005 |
| Participations et Créances rattachées | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | - | - | - |
| Autres immobilisations financières | 169 864 | - | 169 864 | 133 005 |
| Total (I) | 1 712 755 | 789 847 | 922 908 | 747 970 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Créances (1): | 73 234 913 | 42 254 | 73 192 659 | 78 896 847 |
| Créances clients et comptes rattachés | - | | - | - |
| Créances reçues par legs ou donations | 70 919 | | 70 919 | 186 221 |
| Autres créances | 73 163 994 | 42 254 | 73 121 740 | 78 710 626 |
| Valeurs mobilières de placement: | 107 477 | | 107 477 | 103 336 |
| Autres titres | 107 477 | | 107 477 | 103 336 |
| Disponibilités | 25 341 173 | | 25 341 173 | 22 959 862 |
| Charges constatées d'avance | 288 833 | | 288 833 | 305 191 |
| Total (II) | 98 972 396 | 42 254 | 98 930 142 | 102 265 236 |
| Frais d'émission des emprunts (III) | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | |
| Ecarts de conversion Actif (V) | 68 458 | | 68 458 | 486 961 |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 100 753 608 | 832 101 | 99 921 507 | 103 500 167 |

Bilan Passif :

| PASSIF | 30/06/2024 | 30/06/2023 |
|--|-------------------|--------------------|
| FONDS ASSOCIATIFS | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | 834 417 | 834 417 |
| Fonds propres statutaires | 10 000 | 10 000 |
| Fonds Enfants Roumains | 821 174 | 821 174 |
| Fonds Carbone | 3 243 | 3 243 |
| Fonds propres complémentaires | - | - |
| Fonds propres avec droit de reprise | - | - |
| Fonds propres statutaires | - | - |
| Fonds propres complémentaires | - | - |
| Ecart de réévaluation | - | - |
| Réserves: | 4 655 199 | 4 564 612 |
| Réserve générale | 4 655 199 | 4 564 612 |
| Réserves pour projet de l'entité | - | - |
| Autres | - | - |
| Report à nouveau | - | - |
| Résultat de l'exercice: excédent ou (déficit) | 580 031 | 90 587 |
| Subventions d'investissement | - | - |
| Provisions réglementées | - | - |
| Total (I) | 6 069 647 | 5 489 616 |
| FONDS REPORTES ET DEDIES | | |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | 366 856 | 268 112 |
| Fonds dédiés | 2 243 706 | 3 591 367 |
| Total (II) | 2 610 561 | 3 859 479 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | |
| Provisions pour risques | 1 683 319 | 1 718 920 |
| Provisions pour charges | 90 919 | 85 156 |
| Total (III) | 1 774 238 | 1 804 076 |
| DETTES | | |
| Emprunts obligataires convertibles | - | - |
| Autres emprunts obligataires | - | - |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 1 717 500 | 1 280 000 |
| Emprunts et dettes financières diverses | 0 | 12 434 |
| Concours bancaires courants | - | - |
| Avances et acomptes reçues sur commandes en cours | - | - |
| Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés | 4 456 750 | 2 480 892 |
| Dettes des legs ou donations | 29 589 | 9 379 |
| Dettes fiscales et sociales | 1 852 816 | 1 698 568 |
| Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés | - | - |
| Autres dettes | 654 075 | 513 464 |
| Produits constatés d'avance | 80 466 000 | 86 115 248 |
| TOTAL (IV) | 89 176 729 | 92 109 985 |
| Ecart de conversion Passif (V) | 290 332 | 237 013 |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 99 921 507 | 103 500 167 |

COMPTE DE RESULTAT

| COMPTE DE RESULTAT | 30/06/2024 | 30/06/2023 |
|---|-------------------|-------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| Cotisations | 3 560 | 2 320 |
| Ventes de biens et services | - | - |
| Ventes de biens | - | - |
| dont ventes de dons en nature | | |
| Ventes de prestations de service | - | - |
| dont parrainages | | |
| Produits de tiers financeurs | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 46 761 015 | 37 107 739 |
| Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | - | - |
| Ressources liées à la générosité du public | 9 465 032 | 9 068 929 |
| Dons manuels | 9 147 952 | 8 962 158 |
| Mécénats | - | - |
| Legs, donations et assurances-vie | 317 079 | 106 772 |
| Contributions financières | 12 261 971 | 15 722 594 |
| Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges | 333 751 | 361 331 |
| Utilisation des fonds dédiés et reportés | 1 782 360 | 2 523 278 |
| Autres produits | 549 016 | 636 051 |
| Total des Produits d'Exploitation (I) | 71 156 705 | 65 422 242 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| Autres achats et charges externes | 18 816 976 | 15 165 327 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 685 905 | 548 699 |
| Salaires et charges sociales | 11 226 618 | 11 907 529 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions: | | |
| Sur immobilisations: dotations aux amortissements | 178 322 | 172 615 |
| Sur immobilisations: dotations aux provisions | - | - |
| Sur actif circulant: dotations aux provisions | 42 254 | 53 482 |
| Pour risques et charges: dotations aux provisions | 483 308 | 51 754 |
| Reports en fonds dédiés | 434 699 | 311 440 |
| Autres charges | 39 268 722 | 37 033 329 |
| Total des Charges d'Exploitation (II) | 71 136 803 | 65 244 173 |
| 1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | 19 902 | 178 069 |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| De participation | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (4) | 4 141 | 1 673 |
| Autres intérêts et produits assimilés | 31 370 | 1 747 |
| Reprises sur provisions financières et transferts de charges | 662 941 | 992 420 |
| Différences positives de change | 649 337 | 1 327 202 |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | - | - |
| Total (III) | 1 347 789 | 2 323 042 |
| CHARGES FINANCIERES | | |
| Dotations aux amortissements et provisions financières | 394 643 | 845 849 |
| Intérêts et charges assimilées | - | - |
| Différences négatives de change | 450 793 | 1 127 279 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | - | - |
| Total (IV) | 845 436 | 1 973 128 |
| 2. RESULTAT FINANCIER (III - IV) | 502 353 | 349 914 |
| 3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV) | 522 255 | 527 983 |

| | | | |
|---|-------------------|-------------------|----------------|
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | | |
| Produit sur opérations de gestion | 64 249 | 108 843 | |
| Produits sur opérations en capital | 200 | 100 | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | - | 148 435 | |
| Total (V) | 64 449 | 257 378 | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | | |
| Charges sur opérations de gestion | 6 673 | 257 929 | |
| Charges sur opérations en capital | - | - | |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | - | 436 845 | |
| Total (VI) | 6 673 | 694 774 | |
| 4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | 57 776 | - | 437 396 |
| Participation des salariés aux résultats (VII) | | | |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | | | |
| Total des produits (I+III+V) | 72 568 943 | 68 002 662 | |
| Total des charges (II+IV+VI) | 71 988 912 | 67 912 075 | |
| EXCEDENT OU DEFICIT (-) | 580 031 | 90 587 | |

| | | | |
|--|----------------|----------------|--|
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | |
| Bénévolat / Mécénat | 331 245 | 289 279 | |
| Prestations en nature | - | - | |
| Dons en nature | - | - | |
| Total | 331 245 | 289 279 | |
| CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | |
| Secours en nature | - | - | |
| Mise à disposition gratuite des biens | - | - | |
| Prestations en nature | - | - | |
| Personnel bénévole | 331 245 | 289 279 | |
| Total | 331 245 | 289 279 | |

PREAMBULE

Les comptes annuels de l'exercice clos le 30 juin 2024 sont caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan : 99 921 507 €
- Total des produits d'exploitation : 71 156 705 €
- Résultat comptable de l'exercice (Bénéfice) : 580 031 €

L'exercice comptable a eu une durée de 12 mois couvrant la période 1er juillet 2023 au 30 juin 2024, l'exercice précédent clos le 30 juin 2023 couvrait également une période de 12 mois.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels de l'Association arrêtés par le conseil d'administration.

L'annexe comporte les informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat. Les informations sont présentées dans l'annexe des comptes dans l'ordre selon lesquels les postes auxquels elles se rapportent sont présentés dans le bilan et le compte de résultat. Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'Association.

INFORMATIONS GENERALES

1. Description de l'objet social de l'entité

CARE France a pour but de lutter contre la pauvreté et d'apporter assistance et aide sous quelque forme que ce soit, relative à la formation, à l'éducation, à la protection, à la santé et à l'alimentation des personnes les plus vulnérables tant en France qu'en Europe et dans les pays en voie de développement.

« Nous recherchons un monde d'espoir, d'inclusion et de justice sociale, où la pauvreté a été vaincue et tout le monde vit dans la dignité et la sécurité.

Nous plaçons les femmes et les filles au centre de notre action car nous savons que nous ne pouvons pas vaincre la pauvreté tant que tout le monde n'accèdera pas à l'égalité des droits et aux mêmes opportunités. »

Cette approche globale défend le respect des droits humains aussi bien dans des contextes d'urgence que de développement.

CARE lutte contre les causes multiples de l'extrême pauvreté, en développant des programmes complémentaires dans les domaines de la réduction des risques de catastrophes, des urgences, de la réhabilitation, de la santé maternelle, sexuelle et reproductive et la vie exempte de violence, de l'empowerment des femmes, de la sécurité alimentaire, de la résilience au changement climatique, de l'accès aux services de base (santé, eau et assainissement...), de l'éducation et la protection de l'enfance.

2. Description de la nature et du périmètre des activités

Le réseau CARE regroupe 21 organisations nationales qui mettent en œuvre ensemble chaque année près de 1000 projets dans le monde. Les membres sont des organisations indépendantes et ont le contrôle total de l'utilisation de leurs ressources.

CARE France collecte des fonds institutionnels et privés (donateurs individuels et entreprises) pour mettre en œuvre des projets humanitaires et de développement dans les pays en développement.

Les fonds institutionnels sont obtenus en remportant les appels à propositions de bailleurs publics tels l'Union Européenne et l'AFD. Les appels à proposition sur lesquels CARE se positionne répondent aux objectifs et à la stratégie mis en œuvre par CARE.

CARE France répond à des appels qui concernent de nombreux pays dans le monde et travaille en particulier dans les bureaux locaux dont elle assume la responsabilité opérationnelle, à savoir le Cameroun, le Liban et Madagascar.

En Roumanie et en Moldavie, CARE France travaille avec un partenaire privilégié, la Fondation SERA ROMANIA.

3. Description des moyens mis en œuvre

Les projets réalisés sont mis en œuvre par des bureaux locaux placés sous la responsabilité légale et managériale de l'un des membres du réseau CARE International. Ce rôle a été confié à CARE France pour le Liban, le Cameroun (jusqu'au 30 septembre 2024) et Madagascar (jusqu'au 30 septembre 2024) où CARE France assure le financement et la responsabilité opérationnelle des bureaux locaux.

Les bureaux locaux disposent des moyens financiers apportés par le Siège français ou par d'autres membres du réseau. Les moyens humains sont ceux des bureaux locaux (nationaux ou expatriés) ou ceux de partenaires locaux de mise en œuvre comme en Roumanie et Moldavie via la Fondation SERA Romania.

FAITS MARQUANTS

1. Informations générales et faits significatifs

Fondé en 1945, CARE est l'un des plus grands réseaux d'aide humanitaire au monde, apolitique et non confessionnel. Notre objectif est de lutter contre l'extrême pauvreté et de défendre les droits humains.

La période allant de juillet 2023 à juin 2024, couverte dans ce rapport, a été marquée par des défis complexes et des contextes de crise variés. La guerre en Ukraine, qui perdure depuis février 2022, continue de mobiliser une part importante de nos efforts. En parallèle, l'intensification du conflit israélo-palestinien a aggravé les souffrances dans la région, attirant une attention mondiale. Par ailleurs, de nombreuses autres crises, moins visibles dans les médias, ont eu des répercussions majeures, qu'il s'agisse des conséquences des changements climatiques ou de l'insécurité alimentaire grandissante dans plusieurs régions du monde.

Grâce à la générosité de nos donatrices et donateurs, nous avons pu venir en aide à des centaines de milliers de personnes et continuer à défendre des causes essentielles telles que l'égalité de genre et la lutte contre le changement climatique.

2. Faits marquants de l'exercice :

En septembre 2023, le tremblement de terre au Maroc a mobilisé nos équipes et nos donateurs pour apporter une réponse rapide et pertinente aux victimes du séisme via CARE Maroc.

En octobre 2023, le monde a été bouleversé par les événements en Israël et dans la bande de Gaza, CARE France s'est associée aux actions du réseau pour aider les victimes.

En novembre 2023, CARE France a lancé la campagne « Climate change is sexist » pour alerter sur l'impact du changement climatique sur la vie des femmes. Cette campagne a eu un fort retentissement et a été relayée par de nombreux membres du réseau.

En janvier 2024, Le Fonds Mondial a renouvelé sa campagne de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. Ce contrat signé par CARE France et mis en œuvre par CARE Cameroun s'élève à 35 millions d'euros.

Également en janvier 2024, le programme RANOWASH piloté par CARE USA, financé par USAID et mis en œuvre par CARE Madagascar a été renouvelé. Il s'agit d'un programme aide à l'accès à l'eau potable et à l'hygiène pour les ménages ruraux. Ce contrat est d'un montant de 35 millions de dollars.

La première phase du plan stratégique approuvé par le Conseil d'Administration en mai 2023 consistant au transfert des bureaux pays du Cameroun et de Madagascar a été lancée. Initialement prévue au 1er juillet 2024, le transfert a été décalé au 1er octobre 2024. L'organisation est en phase de structuration afin d'adapter son organisation à cette vision.

Le département financier continue de se structurer afin d'absorber le changement très impactant d'ERP en 2022 et d'améliorer ses process. Le retard dans la production des éléments de la clôture annuelle se réduit peu à peu.

3. Événements significatifs postérieurs à la clôture

En juillet 2024, un bail a été signé en vue du déménagement du siège de l'Association à Pantin. Le bailleur actuel ayant fait part de son souhait de récupérer nos locaux actuels de la rue Archereau. Ces nouveaux locaux, plus grands, plus modernes et sobres énergétiquement, offriront de meilleures conditions de travail à l'ensemble de nos salariés.

Septembre 2024, Israël a lancé une série d'attaques sur le Liban dont les conséquences ont mobilisé les équipes de notre bureau pays sur place. Le personnel de Care Liban a organisé une réponse d'urgence afin de venir en aide aux nombreux réfugiés qui ont quitté le sud du pays, bombardé. La mobilisation du réseau CARE a permis un envoi significatif de fonds soutenant ces actions.

Le 1er octobre 2024, le transfert du « leadmembership » des bureaux pays du Cameroun et de Madagascar vers Care USA a été officialisé. Des cérémonies ont eu lieu dans chacun des pays avec la présence de délégations française et américaine.

En novembre 2024, CARE France décide d'annuler sa participation à la COP29 compte tenu du contexte politique entre la France et l'Azerbaïdjan.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. Règlementation comptable

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément à la réglementation en vigueur résultant :

- du règlement n°2018-06 de l'ANC du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif en tenant compte de ses règlements ultérieurs modificatifs lorsque ces derniers sont applicables à l'entité ;
- du règlement n°2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général en tenant compte de ses règlements ultérieurs modificatifs si applicables à l'entité.

2. Informations complémentaires

Les comptes annuels intègrent la comptabilité de :

- CARE International au Cameroun, placée sous la responsabilité de CARE France depuis 2008 ;
- CARE International au Liban, sous la responsabilité de CARE France depuis mai 2013 ;
- CARE International à Madagascar, sous la responsabilité de CARE France depuis le 1er juillet 2016.

Au siège, tout comme dans les bureaux pays de Care France (Liban, Cameroun et Madagascar), les charges sont constatées en fonction des charges réellement engagées, et les produits sont alignés sur les charges réelles.

3. Présentation des principales méthodes retenues

- Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation des immobilisations corporelles sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue des biens. Les durées d'amortissement utilisées sont les suivantes :

| | |
|--|------------|
| ▪ Logiciels | 1 à 3 ans |
| ▪ Agencements & aménagements des constructions | 5 à 10 ans |
| ▪ Matériel informatique | 3 et 5 ans |
| ▪ Mobilier de bureau | 3 et 5 ans |

Les travaux d'aménagement des locaux du siège sont amortis sur 9 ans, durée du bail commercial et ce depuis septembre 2018, date à laquelle ils ont été achevés.

La durée d'amortissement retenue est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

- Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances et dettes en monnaies étrangères sont évaluées au cours de clôture.

Il a été constaté une provision pour dépréciation à hauteur de 42 K€ sur le poste « autres créances » relative à des créances non certaines sur les bureaux pays.

- Ecarts de conversion (actif et passif)

Les créances et les dettes en monnaies étrangères ont été évaluées à la clôture de l'exercice aux taux de clôture.

Les différences de conversion liées à l'application du taux à la date de clôture sont inscrites en comptes d'écarts de conversion :

- à l'actif du bilan pour les différences correspondant à une perte latente ;
- au passif du bilan pour les différences correspondant à un gain latent.

Les pertes de change latentes entraînent à due concurrence la constitution d'une provision pour risques, sous réserve des dispositions particulières de l'article 420-6, à savoir des positions nettes de change et des provisions par devises et par date d'échéance.

- Fonds dédiés

Principes généraux

A la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites, notamment leur affectation à des projets définis, les montants non utilisés pendant l'exercice des ressources suivantes :

- subventions d'exploitation ;
- contributions financières reçues d'autres personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- ressources liées à la générosité du public comprenant les dons manuels, le mécénat, les legs, donations et assurances-vie.

Le système de traitement des dons rattache chaque donateur à sa campagne de prospection d'origine.

Utilisation des fonds dédiés

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini, par le crédit du compte « Utilisations de fonds dédiés ».

Sont comptabilisées au crédit du compte « Utilisation de fonds dédiés » :

- les montants des charges d'exploitation comptabilisées dans l'exercice et affectées à la réalisation d'un projet défini ;
- les montants rapportés annuellement en produits des immobilisations acquises ou produites et affectées à la réalisation d'un projet défini sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement des immobilisations concernées ;
- les remboursements aux bailleurs de la part non utilisée.

- Provisions pour risques et charges

Principes généraux

Des provisions sont comptabilisées lorsque l'association a une obligation juridique ou implicite, résultant d'événements passés, qu'il est probable que le versement d'avantages économiques sera nécessaire pour régler cette obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée au moment de l'arrêté des comptes.

Les risques inhérents à des opérations ayant un lien direct avec l'exercice sont provisionnés en fonction des probabilités de charges connues au moment de l'arrêté des comptes annuels.

Indemnités de fin de carrière

L'association applique la méthode préférentielle de provisionnement de l'engagement des indemnités de fin de carrière.

Le montant des droits acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite à la date de clôture de l'exercice, pour les salariés embauchés en contrat à durée indéterminée, s'élève globalement à 90 919 €.

Les principales hypothèses retenues pour ce calcul sont :

- Âge de départ à la retraite retenu : 65 ans
- Taux d'actualisation : 3,40%
- Indice d'évolution des rémunérations : 4%
- Taux de charges patronales : 50%
- Ancienneté nécessaire ouvrant droits à une indemnité à la retraite (règles internes) : 1 mois de salaire à partir de 10 ans d'ancienneté et 3 mois de salaire au-delà de 15 ans d'ancienneté.

- Legs et fonds reportés

Date d'entrée en comptabilisation et évaluation

Une **assurance-vie** dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité conformément à l'article 213-3 du règlement ANC 2018-06.

Les **biens et dettes reçus par legs** sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par le Conseil d'administration de l'association ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci. Concernant les legs, « date d'acceptation » s'entend comme la date de comptabilisation des biens et dettes à la date d'acceptation, à la date d'entrée en jouissance si elle est postérieure ou à la date de levée de la dernière condition suspensive (Article 213-5 du règlement ANC 2018-06).

Règles de comptabilisation des legs ou donations à la date d'acceptation

A la date d'acceptation, les **biens provenant de legs ou de donations** sont comptabilisés à l'actif du bilan de l'Association :

- dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés ci-dessus et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés ci-dessus et qui sont destinés à être cédés.

A la date d'acceptation, les **passifs provenant des legs ou donations** sont constitués :

- des dettes dont le défunt ne s'était pas libéré au jour de son décès ;
- des dettes grevant le bien transférées au bénéficiaire de la donation ;
- de toutes les obligations résultant des stipulations du testateur ou du donateur que l'entité s'engage à assumer en conséquence de l'acceptation du legs ou de la donation.

Les dettes sont comptabilisées dans le compte « Dettes des legs ou donations ». L'engagement pris par l'entité au titre des obligations stipulées par le testateur ou le donateur fait l'objet d'une provision comptabilisée dans le compte « Provision pour charges sur legs ou donations ».

La contrepartie de la comptabilisation des biens, des dettes et des provisions provenant de legs ou de donations est :

- en fonds propres sans droit de reprise lorsqu'il existe une stipulation du testateur ou du donateur de renforcer les fonds propres de l'entité ;
- en produits dans le cas contraire.

Opérations de clôture – Fonds reportés

La partie des ressources constatées en produit d'exploitation au cours de l'exercice, qui n'est pas encore encaissée ou transférée à la clôture de l'exercice, est comptabilisée dans une rubrique du passif du bilan dénommée « Fonds reportés liés aux legs ou donations » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds reportés ».

Ne sont pas concernées, les ressources dont la contrepartie est un bien reçu par legs ou donation déjà comptabilisé en immobilisation par nature à la date d'acceptation et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision au sein de l'association.

Les sommes inscrites au passif du bilan en « Fonds reportés liés aux legs ou donations » sont rapportées au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du legs ou de la donation, avec pour contrepartie le compte « Utilisations de fonds reportés ».

Produits et charges afférents aux biens destinés à être cédés

A partir de la date d'acceptation et jusqu'à la date de cession, les revenus et les charges afférents aux biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés, sont inscrits en compte de résultat soit selon leur nature lorsque celle-ci est identifiable, soit à défaut dans les comptes « Autres charges sur legs ou donations » et « Autres produits sur legs ou donations ».

- Contributions volontaires en nature

L'Association valorise les contributions volontaires en nature. Les modalités de recensement, quantification et de valorisation de ces contributions volontaires en nature sont explicitées dans la section « Contributions volontaires en nature » de la section « Informations relatives aux postes du compte de résultat » de la présente annexe.

4. Changements comptables

- Changement de réglementation comptable

Néant.

- Autres changements comptables

- Changements de présentation au cours de l'exercice 2024 :

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

L'association présente pour la première fois en annexe, l'Etat des Avantages et Ressources provenant de l'étranger. La substance des états financiers n'a pas connu de modification.

- Provisions pour risques de change

La dépréciation de la livre libanaise sur le marché parallèle fluctuant au gré des interventions de la banque du Liban a conduit à la constatation d'une provision pour risque de change de 340 000 € à la clôture 2023, correspondant au gain net lié au change non affecté aux différents projets en cours. Celle-ci figure toujours dans les provisions à la clôture du 30/06/2024.

Informations relatives aux postes du bilan

- Actif immobilisé

Valeurs brutes

| IMMOBILISATIONS (En euros) | Au début de l'exercice | Augmentations | Diminutions | En fin d'exercice |
|---|------------------------|----------------|-------------|-------------------|
| Immobilisations incorporelles | 441 573 | - | - | 441 573 |
| Logiciels, droits et valeurs similaires | 441 573 | - | - | 441 573 |
| Immobilisations incorporelles en cours | - | - | - | - |
| Immobilisations corporelles | 697 407 | 78 373 | - | 775 780 |
| Installations, agencements et aménagements | 183 978 | - | - | 183 978 |
| Matériel de transport | 140 117 | 30 482 | - | 170 599 |
| Matériel informatique | 302 473 | 42 999 | - | 345 472 |
| Mobilier de bureau | 70 839 | 4 892 | - | 75 731 |
| Biens reçus par legs destinés à être cédés | 91 282 | 234 256 | - | 325 538 |
| Immobilisations financières | 168 257 | 1 607 | - | 169 864 |
| Revolving fund CARE International | 45 500 | - | - | 45 500 |
| Intérêts à recevoir sur immobilisations financières | 5 087 | - | - | 5 087 |
| Dépôts de garantie | 117 669 | 1 607 | - | 119 276 |
| TOTAL | 1 398 518 | 314 237 | - | 1 712 755 |

Amortissements

| AMORTISSEMENTS (En euros) | Au début de l'exercice | Augmentations | Diminutions | En fin d'exercice |
|--|------------------------|----------------|---------------|-------------------|
| Immobilisations incorporelles | 233 027 | 64 512 | - | 297 539 |
| Immobilisations corporelles | 382 269 | 110 039 | - | 492 308 |
| Installations, agencements et aménagements | 110 897 | 23 876 | - | 134 773 |
| Matériel de transport | 32 059 | 32 471 | - | 64 529 |
| Matériel informatique | 198 169 | 48 979 | - | 247 148 |
| Mobilier de bureau | 41 143 | 4 714 | - | 45 857 |
| Immobilisations financières | 35 251 | - | 35 251 | - |
| Dépôts de garantie | 35 251 | - | 35 251 | - |
| TOTAL | 650 547 | 174 551 | 35 251 | 789 847 |

- Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice

| ETAT DES CREANCES (En euros) | Montant brut | Liquidité de l'actif | |
|--|-------------------|--------------------------|-------------------------|
| | | Échéances à moins d'1 an | Échéances à plus d'1 an |
| Créances de l'actif immobilisé : | | | |
| Créances rattachées à des participations | - | - | - |
| Prêts (1) | - | - | - |
| Autres immobilisations financières | 169 864 | 169 864 | - |
| Créances de l'actif circulant : | | | |
| Créances clients et comptes rattachés | - | - | - |
| Créances reçues par legs ou donations | 70 919 | 70 919 | - |
| Autres créances | 73 163 994 | 21 653 674 | 51 510 320 |
| Charges constatées d'avance | 288 833 | 288 833 | - |
| TOTAL (2) | 73 693 610 | 22 183 290 | 51 510 320 |

(2) dont des « Produits à recevoir » pour un montant de 19 160 € répartis par bénéficiaires de la façon suivante :

| Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan (en euros) | Montant brut |
|---|---------------|
| Créances rattachées à des participations | |
| Autres titres immobilisés | |
| Prêts | |
| Autres immobilisations financières | 5 087 |
| Créances clients et comptes rattachés | |
| Autres créances | 14 073 |
| Valeurs mobilières de placement | |
| Disponibilités | |
| TOTAL | 19 160 |

- Détail des Autres créances**

| Autres créances (en euros) | Montant brut |
|-----------------------------------|-------------------|
| Avances sur projets | 3 338 778 |
| Personnel et comptes rattachés | 3 639 |
| Organismes sociaux | 57 401 |
| Autres impôts et taxes | 337 051 |
| Créances bailleurs et Subventions | 68 570 533 |
| Débiteurs divers | 856 592 |
| TOTAL | 73 163 994 |

Une provision de 42 K€ a été constatée pour le risque d'irrecouvrabilité sur des comptes débiteurs du siège.

- Charges constatées d'avance

| CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (En euros) | 30/06/2024 | 30/06/2023 |
|--|----------------|----------------|
| Charges d'exploitation | 288 833 | 305 191 |
| Charges financières | | |
| Charges exceptionnelles | | |
| TOTAL | 288 833 | 305 191 |

- Tableau de variation des fonds propres

| Tableau de variation des fonds propres (en euros) | A l'ouverture 01/07/2022 | Affectation du résultat | | Augmentation | | Diminution ou consommation | | A la clôture 30/06/2023 |
|--|-----------------------------|-------------------------|--------------------------------|----------------|--------------------------------|----------------------------|--------------------------------|----------------------------|
| | | Montant | dont générosité publique | Montant | dont générosité publique | Montant | dont générosité publique | |
| Fonds propres sans droit de reprise | 834 417 | | | | | | | 834 417 |
| Fonds propres avec droit de reprise | - | | | | | | | - |
| Ecart de réévaluation | - | | | | | | | - |
| Réserves | 4 564 612 | 90 587 | | | | | | 4 655 199 |
| Report à nouveau | - | - | | | | | | - |
| Résultat de l'exercice | 90 587 | - 90 587 | | 580 031 | | | | 580 031 |
| Situation nette | 5 489 616 | - | | 580 031 | | - | | 6 069 647 |
| Fonds propres consommables | | | | | | | | |
| Subventions d'investissement | | | | | | | | |
| Provisions réglementées | | | | | | | | |
| TOTAL | 5 489 616 | - | | 580 031 | | - | | 6 069 647 |

- Fonds reportés

| Tableau de variation des fonds reportés (en euros) | A l'ouverture de l'exercice | Reports en fonds reportés | Utilisations des fonds reportés | Solde à la clôture de l'exercice |
|---|--------------------------------|------------------------------|------------------------------------|--|
| Total des Fonds reportés | 268 112 | 262 710 | 163 966 | 366 856 |

• Tableau de variation des fonds dédiés

| VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE : | A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE | REPORTS | UTILISATIONS | | A LA CLOTURE DE L'EXERCICE | |
|--|-----------------------------|----------------|------------------|---------------------|----------------------------|---|
| | | | Montant global | Dont remboursements | Montant global | Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices |
| Subventions d'exploitation (1) | | | | | | |
| Contributions financières d'autres organismes(1) | | | | | | |
| Fonds Aider les autres Madagascar | - | | | | - | |
| Fonds Aider les autres Siège | - | | | | - | |
| Fonds Aider les autres Cameroun | - | | | | - | |
| Ressources liées à la générosité du public(1) | 3 591 367 | 434 698 | 1 782 360 | - | 2 243 705 | - |
| Fonds Aider les autres Siège | 179 789 | | 6 378 | | 186 167 | |
| Fonds Aider les autres Cameroun | 47 697 | | 47 697 | | 0 | |
| Fonds Aider les autres Madagascar | 415 478 | | 385 176 | | 30 301 | |
| Fonds Solidarité Enfants roumains abandonnés | 2 086 242 | 289 634 | 818 036 | | 1 557 839 | |
| Fonds Séisme Turquie/Syrie | 169 697 | | 103 711 | | 65 985 | |
| Fonds Afghanistan 21 | - | | | | - | |
| Fonds d'urgence | 191 342 | 63 107 | 197 540 | | 56 909 | |
| Fonds d'urgence Ukraine | 501 123 | | 236 577 | | 264 546 | |
| Fonds Maroc / Séisme | | 76 146 | | | 76 146 | |
| Fonds Lybie / Tempête Daniel | | 5 812 | | | 5 812 | |
| TOTAL | 3 591 367 | 434 698 | 1 782 360 | - | 2 243 706 | - |

Le traitement des dons rattache chaque donateur à sa campagne de prospection d'origine.

Les ressources dédiées par les donateurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'ont pu être utilisées conformément à l'engagement pris à l'égard de ces donateurs, sont inscrites au passif pour un montant de 2 243 706 €.

• Provisions pour risques et charges

| TABLEAU DE SUIVI DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (En euros) | Montant au début de l'exercice | Augmentations : dotations de l'exercice | Diminutions : reprises de l'exercice | Montant à la fin de l'exercice |
|--|--------------------------------|---|--------------------------------------|--------------------------------|
| Provisions réglementées | - | - | - | - |
| Provisions pour risques et charges | 1 804 076 | 877 951 | 907 789 | 1 774 238 |
| Provisions pour risques | 1 718 920 | 872 188 | 907 789 | 1 683 319 |
| Provisions pour pensions et obligations similaires | 85 156 | 5 763 | | 90 919 |
| Provisions pour charges et legs sur donations | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | | | | |
| TOTAL | 1 804 076 | 877 951 | 907 789 | 1 774 238 |

(A)

(B)

(A)

| Ventilation des dotations de l'exercice | Exploitation | Financier | Exceptionnel |
|---|--------------|-----------|--------------|
| TOTAL | 483 308 | 394 643 | - |

(B)

| Ventilation des reprises de l'exercice | Exploitation | Financier | Exceptionnel |
|--|--------------|-----------|--------------|
| TOTAL | 245 019 | 662 770 | - |

Les provisions pour risques sont destinées à couvrir principalement :

- une provision pour risque de change de 340 K€ dans les comptes du Liban correspondant au gain net lié au change non affecté aux différents projets en cours ;
- une provision de 395 K€ destinée à couvrir les écarts de conversion actifs des différents projets en cours ;
- de la TVA à récupérer au Liban, dont le remboursement n'est pas assuré (330 K€) ;
- de la TVA à récupérer au Cameroun, dont le remboursement n'est pas assuré (106 K€)
- un risque lié à des sous-réциpiendaires insolvable sur un projet au Cameroun pour 118 K€ ;
- un risque de fraude et dépenses inéligibles sur un projet à Madagascar pour 250 K€

La provision pour charges couvre l'indemnité de départ à la retraite pour 91 K€.

• Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

| ETAT DES DETTES (En euros) | Montant brut | Exigibilité du passif | | |
|---|-------------------|------------------------|----------------------------|---------------------------|
| | | Échéances à moins 1 an | Échéances entre 1 et 5 ans | Échéances à plus de 5 ans |
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont (1) : | | | | |
| - à 2 ans au maximum à l'origine | | | | |
| - à plus de 2 ans à l'origine | 1 717 500 | | 1 717 500 | |
| Emprunts et dettes financières diverses | 0 | 0 | | |
| Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés | 4 456 750 | 4 456 750 | | |
| Dettes des legs ou donations | 29 589 | 29 589 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 1 159 758 | 1 159 758 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 693 057 | 693 057 | | |
| Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés | - | | | |
| Autres dettes | 654 075 | 654 075 | | |
| Produits constatés d'avance | 80 466 000 | 28 242 714 | 52 223 286 | - |
| TOTAL | 89 176 728 | 35 235 942 | 53 940 786 | - |
| (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice | 500 000 | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | 62 500 | | | |

CARE France a souscrit un crédit de 2,3 M€ en mai 2022 auprès de la BNP Paribas qui fera l'objet de déblocages en plusieurs tirages. Au 30 juin 2024, ce crédit était débloqué à hauteur de 1.780 K€ par la banque dont 62.5 K€ remboursé au cours de l'exercice.

• Charges à payer

| Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan | 30/06/2024 | 30/06/2023 |
|--|------------------|------------------|
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | |
| Emprunts et dettes financières divers | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 456 501 | 397 274 |
| Dettes fiscales et sociales | 1 357 594 | 1 222 113 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 654 075 | 504 291 |
| TOTAL | 2 468 170 | 2 123 678 |

- Produits constatés d'avance

| PRODUITS CONSTATES D'AVANCE (En euros) | 30/06/2024 | 30/06/2023 |
|--|-------------------|-------------------|
| Produits d'exploitation | 80 466 000 | 86 115 248 |
| Produits financiers | - | - |
| Produits exceptionnels | - | - |
| TOTAL | 80 466 000 | 86 115 248 |

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un compte « Produits comptabilisés d'avance ».

Informations relatives aux postes du compte de résultat

- Produits d'exploitation

| Produits d'exploitation (en euros) | 30/06/2024 | 30/06/2023 |
|--|-------------------|-------------------|
| Cotisations | 3 560 | 2 320 |
| Ventes de biens et services | - | - |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 46 761 015 | 37 107 739 |
| Ressources liées à la générosité du public | 9 465 032 | 9 068 929 |
| Contributions financières | 12 261 971 | 15 722 594 |
| Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges | 333 751 | 361 331 |
| Utilisation des fonds dédiés | 1 782 360 | 2 523 278 |
| Autres produits d'exploitation | 549 016 | 636 051 |
| TOTAL | 71 156 705 | 65 422 242 |

- Ventilation des concours publics et subventions

| Détail des subventions (en euros) | 30/06/2024 | 30/06/2023 | Variation |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|------------------|
| Agences des Nations-Unies | 15 112 226 | 8 400 097 | 6 712 129 |
| Bureaux Care | 583 773 | 3 012 731 | - 2 428 958 |
| France | 22 733 451 | 16 844 990 | 5 888 461 |
| Union Européenne | 5 331 008 | 4 443 458 | 887 551 |
| Autres subventions | 3 000 557 | 4 406 464 | - 1 405 907 |
| TOTAL | 46 761 015 | 37 107 739 | 9 653 276 |

• Legs, donations et assurances-vie

Le tableau ci-dessous présente les éléments de détermination de « Legs, donations et assurances-vie » net des charges tels qu'ils figurent au compte de résultat.

Il regroupe les produits liés aux legs, donations et assurance-vie :

- le montant perçu au titre d'assurances-vie ;
- les produits « legs ou donations » ;
- le prix de vente des biens reçus destinés à être cédés ;
- l'utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations.

Les charges afférentes aux legs et donations regroupent :

- la valeur nette comptable des biens reçus destinés à être cédés ;
- le report en fonds reportés liés aux legs ou donations.

| Legs, donations ou assurances-vie (En euros) | 30/06/2024 | 30/06/2023 |
|---|----------------|----------------|
| PRODUITS | 605 533 | 282 285 |
| Montant perçu au titre d'assurances vie | - | - |
| Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » | 420 439 | 37 233 |
| Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | 21 129 | 50 630 |
| Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés | - | - |
| Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations | 163 966 | 194 422 |
| CHARGES | 288 454 | 175 513 |
| Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | 25 744 | 100 000 |
| Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés | - | - |
| Report en fonds reportés liés aux legs ou donations | 262 710 | 24 883 |
| Transfert des legs affectés en fonds dédiés | - | 50 630 |
| SOLDE DE LA RUBRIQUE | 317 079 | 106 772 |

• Résultat financier

Le résultat financier pour 502 K€ résulte essentiellement d'un impact favorable sur la variation des provisions sur les écarts de conversion actif de 300 K€ et des effets de change constatés sur les projets en devises de 200 K€.

• Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel pour + 58 K€ résulte principalement de régularisations des dettes sur les exercices précédents.

- Contributions volontaires en nature

Depuis l'application du Règlement ANC n°2018-06, l'association a l'obligation de recenser et valoriser toutes les contributions volontaires en nature.

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit.

Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en service : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Les contributions volontaires apportées sont comptabilisées à l'appui des valorisations fournies par ses apporteurs ou à défaut estimées par l'association. Les contributions volontaires en nature mentionnées en pied de compte de résultat sont valorisées au coût de revient et s'élèvent à 331 245 € de mécénat.

Care France : 331 245 €

- Mise à disposition à titre gracieux de salariés dans le cadre de conventions de mécénat de compétences et réalisation de prestations de services à titre gratuit par les partenaires suivants :
 - BNP : mise à disposition d'un consultant Inclusive Business valorisée à 104 261 € ;
 - WAVESTONE : mises à disposition de consultants pour des projets de la fonction finance et le Powerday valorisées à 25 431 € ;
- Valorisation des dons reçus :
 - Don de bâches pour Cuba valorisées à 196 K€ ;
 - Don en nature d'un logiciel de prospection valorisées à 4 K€.

INFORMATIONS SPECIFIQUES – CROD - CER

PREAMBULE

Les associations et fondations relevant des articles 3 et 4 de la loi n° 91-772 du 7 août 1991 et les fonds de dotation qui font appel à la générosité du public relevant de §2 du VI de l'article 140 de la loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie incluent dans l'annexe de leurs comptes annuels une sous-section qui comporte les états suivants :

- un compte de résultat par origine et destination (CROD) défini à l'article 432-2 du règlement ANC N° 2018-06 ;
- un compte d'emploi annuel des ressources (CER) collectées auprès du public conformément à la loi n° 91-772 du 7 août 1991 défini à l'article 432-17 ANC N° 2018-06 ;
- les informations nécessaires à leur bonne compréhension.

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)

en milliers d'euros

| A- PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION | EXERCICE 2024 | | EXERCICE 2023 | |
|--|---------------|---------------------------|---------------|---------------------------|
| | TOTAL | Dont générosité du public | TOTAL | Dont générosité du public |
| PRODUITS PAR ORIGINE | | | | |
| 1. Produits de la générosité du public | 9 463 | 9 460 | 9 180 | 9 178 |
| 1.1 Cotisations sans contrepartie | 4 | | 2 | |
| 1.2 Dons, legs et mécénat | | | | |
| - Dons | 9 143 | 9 143 | 9 071 | 9 071 |
| - Legs | 317 | 317 | 107 | 107 |
| - Mécénats | | | - | |
| 1.3 Autres produits liés à la générosité du public | | | - | |
| 2. Produits non liés à la générosité du public | 13 937 | | 18 008 | |
| 2.1 Cotisations avec contrepartie | - | | - | |
| 2.2 Parrainage des entreprises | - | | - | |
| 2.3 Contributions financières sans contrepartie | 12 957 | | 16 222 | |
| 2.4 Autres produits non liés à la générosité du public | 980 | | 1 787 | |
| 3. Subventions et autres concours Publics | 46 390 | | 36 788 | |
| 4. Reprises sur Provisions et dépréciations | 997 | | 1 502 | |
| 5 - Utilisation des fonds dédiés antérieurs | 1 782 | 1 782 | 2 473 | 2 473 |
| TOTAL | 72 569 | 11 242 | 67 952 | 11 651 |
| CHARGES PAR DESTINATION | | | | |
| 1. Missions sociales | 62 985 | 6 234 | 59 036 | 6 867 |
| 1.1 Réalisées en France | | | | |
| - Actions réalisées par l'organisme | 120 | 8 | 23 | 1 |
| - Versements à des organismes en France | 141 | 133 | 85 | 77 |
| 1.2 Réalisées à l'étranger | | | | |
| - Actions réalisées par l'organisme | 55 177 | 4 396 | 48 478 | 4 872 |
| - Versements à des organismes à l'étranger | 7 547 | 1 697 | 10 449 | 1 916 |
| 2. Frais de recherche de fonds | 4 983 | 4 398 | 4 978 | 4 392 |
| 2.1 Frais d'appel à la générosité du public | 4 357 | 4 357 | 4 355 | 4 355 |
| 2.2 Frais de recherche d'autres ressources | 626 | 41 | 623 | 37 |
| 3. Frais de fonctionnement et autres charges | 2 666 | 175 | 2 199 | 131 |
| 4. Dotation aux provisions et dépréciations | 920 | | 1 388 | |
| 5. Impôts sur les bénéfices | | | - | |
| 6. Report en fonds dédiés sur l'exercice | 435 | 435 | 261 | 261 |
| TOTAL | 71 989 | 11 242 | 67 861 | 11 651 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | 580 | | 91 | |

| B- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | EXERCICE 2024 | | EXERCICE 2023 | |
|---|---------------|---------------------------|---------------|---------------------------|
| | TOTAL | Dont générosité du public | TOTAL | Dont générosité du public |
| PRODUITS PAR ORIGINE | | | | |
| 1. Contributions volontaires liées à la générosité du public | 331 | - | 289 | - |
| - Bénévolat / Mécénat | 130 | | 147 | |
| - Prestations en nature | | | | |
| - Dons en nature | 202 | | 142 | |
| 2. Contributions volontaires non liées à la générosité du public | - | | - | |
| 3. Concours publics en nature | - | | - | |
| - Prestations en nature | | | | |
| - Dons en nature | | | | |
| TOTAL | 331 | | 289 | |
| CHARGES PAR DESTINATION | | | | |
| 1. Contributions volontaires aux missions sociales | 196 | - | 132 | - |
| - Réalisées en France | | | | |
| - Réalisées à l'étranger | 196 | | 132 | |
| 2. Contributions volontaires à la recherche de fonds | | | | |
| 3. Contributions volontaires au fonctionnement | 135 | | 157 | |
| TOTAL | 331 | | 289 | |

Notes annexes au compte de résultat par origine et destination

Le CROD rend compte et informe les donateurs sur les sommes collectées provenant de la générosité du public et leur utilisation dans l'exercice ou les exercices suivants celui de leur collecte.

La première colonne intègre la totalité des produits et des charges en adéquation avec le compte de résultat.

La deuxième colonne présente les éléments du compte de résultat liés à la générosité du public et destinée à alimenter le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public y compris ce qui concerne les contributions volontaires en nature positionnées au pied de ce compte.

Le CROD se compose de deux parties :

- Produits par origine et charges par destination ;
- Contribution volontaire en nature.

1. Notes explicatives sur les produits par origine

• Produits liés à la générosité du public

Cette rubrique comprend les **dons** spontanés des particuliers et des entreprises ou les dons versés à la suite de nos campagnes d'appel à dons et les **legs** reçus ainsi que les produits du mécénat pour un total de 9 143 K€.

Ces ressources peuvent être directement affectées aux missions sociales, si c'est le souhait des donateurs, ou être affectés en fonction des besoins des projets, lorsque les donateurs ne précisent pas de souhait d'affectation.

L'identification de ces ressources est permise par une comptabilisation par nature dans les comptes généraux et par une comptabilisation analytique pour l'affectation aux différents projets et thématiques.

- [Produits non liés à la générosité du public](#)

Les **contributions financières sans contrepartie** correspondent aux contributions et subventions octroyées par d'autres organismes non publics à but non lucratif (12 957 K€ en 2024 contre 16 222 K€ en 2023).

La rubrique « **Autres produits non liés à la générosité du public** » pour un montant de 980 K€ (contre 1 787 K€ en 2023) comprend :

- les produits financiers ;
- les autres produits non repris dans les autres rubriques du CROD (produits divers, produits exceptionnels).

- [Subventions et autres concours publics](#)

La rubrique « **subventions et autres concours publics** » pour 46 390 K€ contre 36 788 K€ en 2023 comprend :

- les subventions d'exploitation versées ;
- la quote-part des subventions d'investissements réintégrée au cours de l'exercice au compte de résultat ;
- les concours publics.

2. Notes explicatives sur les charges par destination

Les actions de CARE France sont décrites dans la première partie du rapport dans la Description de l'objet social de l'entité.

- [Charges des missions sociales](#)

Les missions sociales représentent 89 % des emplois de l'exercice.

Les charges engagées pour la réalisation des missions sociales comprennent les coûts directement liés aux activités et services rendus pour réaliser ces missions, tels que les frais de personnel directs, les fournitures et services extérieurs engagés pour réaliser les missions.

Les missions sociales réalisées à l'étranger comprennent le financement des activités, des charges du personnel et des frais de fonctionnement de nos structures dans les différents pays d'intervention.

Elles comprennent également les coûts indirects qui sont engagés pour réaliser les activités et services rendus au titre des missions sociales. Ces coûts sont ceux qui sont mis en œuvre spécifiquement pour la réalisation d'une ou plusieurs missions sociales. Ces coûts sont généralement fonction de l'ampleur des missions réalisées.

- Frais de recherche de fonds

La rubrique « **Frais d'appel à la générosité du public** » pour 4 357 K€ en 2024 contre 4 355 K€ en 2023 comprend les charges engagées par l'entité dans le but de recueillir auprès du public des moyens pour réaliser son action, à savoir les charges salariales, les charges de prospection, de gestion des fichiers et de toutes les charges liées aux campagnes de dons.

Les « **Frais de recherche d'autres ressources** » s'élèvent à 626 K€ contre 623 K€ en 2023, et comprennent les frais engagés par l'entité dans le but d'obtenir des ressources non liées à la générosité du public et des subventions ou autres concours publics.

L'ensemble de ces charges sont suivies par une comptabilité analytique dans un budget spécifique.

- Frais de fonctionnement

La rubrique « **Frais de fonctionnement** » comprend les charges engagées pour la gestion et la gouvernance de CARE (2 666 K€ contre 2 199 K€ en 2023).

Les frais de fonctionnement comprennent notamment les charges affectées aux activités suivantes (pour leur part, le cas échéant, non rattachable aux missions sociales de l'association) :

- gouvernance ;
- communication ;
- Ressources humaines ;
- comptabilité et gestion financière ;
- moyens généraux ;
- informatique.

3. Modalités de détermination des produits et charges par destination

Les charges ou emplois sont ventilés, à partir des imputations analytiques, dans trois rubriques d'emploi qui sont les Missions Sociales, les Frais de Recherche de Fonds et les Frais de Fonctionnement.

La majorité des coûts est affectée directement à l'une des rubriques analytiques. Les coûts directs sont ainsi affectés aux services et activités concernés.

Cependant, les frais de structure (loyer, charges, équipement, consommables...) et les salaires du siège de l'association sont ventilés sur les missions sociales, les frais de recherche de fonds et les frais de fonctionnement au prorata des effectifs et de leurs coûts salariaux selon les clés suivantes :

- Les équipes plaidoyer et gestion programme Roumanie sont affectées à 100% en mission sociale, tandis que les autres équipes Programme sont affectées à 75% en mission sociale et 25% en frais de recherche de fonds.
- Les équipes Marketing sont affectées à 100% aux frais de recherche de fonds, cependant la responsable du service Marketing est affectée à 70% en frais de recherche de fonds et à 30% en fonctionnement pour la part de son activité en matière d'information et de communication.

- Les équipes Partenariats entreprise sont affectées à 50% aux missions sociales (RSE) et à 50% en frais de recherche de fonds (collecte auprès des entreprises et fondations).
- L'équipe information et communication est affectée à 100% aux frais de fonctionnement.
- L'équipe Comptabilité et Finances et l'équipe Ressources Humaines sont affectées à 50% aux missions sociales et à 50% aux frais de fonctionnement (y compris le Directeur administratif et financier) ; les postes d'audit interne sont affectés à 100% aux missions sociales.
- La Direction générale est affectée à 33% aux missions sociales, 33% aux frais de recherche de fonds et 34% aux frais de fonctionnement et autres charges.

Concernant la colonne intitulée "dont générosité du public" du CROD :

- les produits de la générosité du public sont reportés à l'identique, ainsi que les reprises de fonds dédiés issus de la générosité du public
- les charges par destination sont imputées en deux étapes :
 - celles identifiées en analytique comme financées par de la générosité publique sont imputées dans cette colonne (essentiellement les frais d'appel de fonds à la générosité du public, et les charges sur projets reliées aux produits de la générosité du public)
 - les charges résiduelles sont affectées aux différents postes de charges selon les clés suivantes :

| | |
|--|---------|
| Actions réalisées par l'organisme en France | 0,18% |
| Actions réalisées par l'organisme à l'étranger | 83,43% |
| Versements à des organismes à l'étranger | 11,41% |
| Frais de recherche d'autres ressources | 0,95% |
| Frais de fonctionnement et autres charges | 4,03% |
| | 100,00% |

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES (CER) COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC

| EMPLOIS PAR DESTINATION | EXERCICE 2024 | EXERCICE 2023 | RESSOURCES PAR ORIGINE | EXERCICE 2024 | EXERCICE 2023 |
|---|---------------|---------------|---|---------------|---------------|
| EMPLOIS DE L'EXERCICE | | | RESSOURCES DE L'EXERCICE | | |
| 1- MISSIONS SOCIALES | 6 234 | 6 867 | 1- RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | | |
| 1.1 Réalisées en France | | | 1.1 Cotisations sans contrepartie | | |
| - Actions réalisées directement | 8 | 1 | 1.2 Dons, legs et mécénat | | |
| - Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France | 133 | 77 | - Dons manuels | 9 143 | 9 071 |
| 1.2 Réalisées à l'étranger | | | - Legs, donations et assurances-vie | 317 | 107 |
| - Actions réalisées directement | 4 396 | 4 872 | - Mécénat | | |
| - Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France | 1 697 | 1 916 | 1.3 Autres produits liés à la générosité du public | | |
| 2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS | 4 398 | 4 392 | | | |
| 2.1 Frais d'appel à la générosité du public | 4 357 | 4 355 | | | |
| 2.2 Frais de recherche d'autres ressources | 41 | 37 | | | |
| 3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT | 175 | 131 | | | |
| TOTAL DES EMPLOIS | 10 807 | 11 390 | TOTAL DES RESSOURCES | 9 460 | 9 178 |
| 4- DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS | | | 2- REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS | | |
| 5- REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE | 435 | 261 | 3- UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS | 1 782 | 2 473 |
| EXCEDENT DE LA GENEROSITE DE L'EXERCICE | - | - | DEFICIT DE LA GENEROSITE DE L'EXERCICE | - | - |
| TOTAL | 11 242 | 11 651 | TOTAL | 11 242 | 11 651 |
| | | | RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES) | 3 173 | 3 173 |
| | | | (+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public | | |
| | | | (-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice | | |
| | | | RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES) | 3 173 | 3 173 |

| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | EXERCICE 2024 | EXERCICE 2023 | | EXERCICE 2024 | EXERCICE 2023 |
|--|---------------|---------------|--|---------------|---------------|
| EMPLOIS DE L'EXERCICE | | | RESSOURCES DE L'EXERCICE | | |
| 1. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES | | | 1. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | | |
| Réalisées en France | | | Bénévolat / Mécénat | | |
| Réalisées à l'étranger | | | Prestations en nature | | |
| 2. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS | | | Dons en nature | | |
| 3. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT | | | | | |
| TOTAL | | | TOTAL | | |

Pour mémoire, rappel du tableau relatif aux fonds dédiés pour la partie relevant de la générosité du public :

| FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | EXERCICE 2024 | EXERCICE 2023 |
|---|---------------|---------------|
| EN DEBUT D'EXERCICE | 3 591 | 22 |
| (-) Utilisation | -1 782 | -2 473 |
| (+) Report | 435 | 6 042 |
| EN FIN D'EXERCICE | 2 244 | 3 591 |

Notes annexes au Compte d'emploi annuel des ressources (CER) collectées auprès du public

1. Principes

Ce document étant, comme prévu par le règlement ANC 2018-06, présenté après le compte de résultat par origine et destination, il convient de se référer aux commentaires et notes détaillées exposés supra pour la lecture du CER.

Le CER a pour objectif d'informer les tiers, en particulier les donateurs et testateurs, sur l'emploi qui est fait des fonds ainsi collectés (le CER précise notamment l'affectation des dons par type de dépenses).

Le compte d'emploi annuel des ressources globalisé est constitué :

- de la colonne intitulée « dont générosité du public » du CROD ;
- du suivi du stock de la générosité du public d'ouverture et de clôture au pied du CER ;
- de la présentation des contributions en nature liées à la générosité du public ventilées en emplois ;
- de l'intégration d'un tableau de variation des fonds dédiés liés à la générosité du public.

2. Ressources

A l'exception des informations précisant les ressources reportées liées à la générosité du public non dédiées non utilisées, les informations figurant dans le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public conformément à la loi n° 91-772 du 7 août 1991 correspondent strictement aux informations relevant de la générosité du public figurant dans le compte de résultat par origine et destination présenté ci-dessus.

Les ressources collectées auprès du public intègrent l'ensemble des « **dons** » et « **legs et autres libéralités** », affectés ou non par les donateurs ou les testateurs. Elles sont perçues directement par CARE.

3. Emplois

Le CER montre que :

- 57,7 % des emplois sont affectés aux missions sociales.
- 40,7 % des emplois sont affectés aux frais de recherche de fonds.
- 1,6 % des emplois sont affectés aux frais de fonctionnement.

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

• Effectif

| Au 30 juin 2024 | | France | | | Cameroun | | | Liban | | | Madagascar | | | TOTAL | | |
|------------------------------------|-------|--------|-----|-------|----------|-----|-------|-------|-----|-------|------------|-----|-------|-------|-----|-------|
| | | H | F | Total | H | F | Total | H | F | Total | H | F | Total | H | F | Total |
| Effectifs sous contrat CARE France | Total | 20 | 54 | 74 | 5 | 2 | 7 | 3 | - | 3 | 3 | 2 | 5 | 31 | 58 | 89 |
| Effectifs sous contrat local | Total | | | - | 61 | 32 | 93 | 19 | 20 | 39 | 82 | 61 | 143 | 162 | 113 | 275 |
| | TOTAL | 20 | 54 | 74 | 66 | 34 | 100 | 22 | 20 | 42 | 85 | 63 | 148 | 193 | 171 | 364 |
| | | 27% | 73% | 100% | 66% | 34% | 100% | 52% | 48% | 100% | 57% | 43% | 100% | 53% | 47% | 100% |

• Rémunération

L'article 20 de la loi 2006-586 du 23/05/2006 fait obligation de mentionner, dans les états financiers, le montant des 3 plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés. Aucune rémunération n'est accordée aux membres du Conseil d'Administration. Ils perçoivent seulement le remboursement des frais qu'ils ont supportés dans le cadre de leurs fonctions.

Pour l'exercice clos au 30 juin 2024, la moyenne des rémunérations brutes des 3 plus hauts cadres dirigeants s'élève à 87 K€.

• Honoraires du commissaire aux compte

Les honoraires des Commissaires aux comptes relatifs au contrôle légal des comptes de l'exercice clos le 30 juin 2024 s'élèvent à 60 000 € TTC.

• Engagements hors bilan

➤ Engagements donnés

- Engagements pris sur les programmes signés et non encore couverts

Les engagements pris sur les programmes signés au 30 juin 2024 et non encore couverts à la date d'arrêté des comptes sont évalués à 503 K€.

➤ Engagements reçus

Néant.

ETAT SEPRE DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES (EAR) PROVENANT DE L'ETRANGER POUR L'EXERCICE N (VERSION SYNTHETIQUE)

La version détaillée de l'EAR provenant de l'étranger que l'association doit établir est mise à disposition de toute personne qui en ferait la demande au siège.

| Etat du contributeur | Montant total des avantages et des ressources |
|----------------------------------|---|
| ROYAUME UNI | 1 154 687 |
| ETATS UNIS D'AMERIQUE | 26 790 |
| MONACO | 17 332 |
| BELGIQUE | 14 531 |
| SUISSE | 12 815 |
| ALLEMAGNE | 8 462 |
| ESPAGNE | 6 384 |
| CANADA | 3 699 |
| LUXEMBOURG | 2 260 |
| PAYS-BAS | 1 769 |
| ITALIE | 1 675 |
| CHINE | 1 439 |
| IRLANDE | 1 390 |
| SENEGAL | 1 341 |
| TCHEQUIE | 1 110 |
| INDE | 1 012 |
| AUSTRALIE | 992 |
| REUNION | 740 |
| SINGAPOUR | 606 |
| AUTRICHE | 600 |
| PORTUGAL | 595 |
| SUEDE | 550 |
| TURQUIE | 524 |
| MALAISIE | 463 |
| LITUANIE | 431 |
| GABON | 360 |
| BRESIL | 230 |
| MAROC | 210 |
| HONG KONG | 203 |
| ESTONIE | 200 |
| BULGARIE | 181 |
| NORVEGE | 180 |
| THAILANDE | 180 |
| NOUVELLE ZELANDE | 180 |
| EMIRATS ARABES UNIS | 170 |
| MARTINIQUE | 156 |
| COTE D'IVOIRE | 144 |
| FINLANDE | 130 |
| PHILIPPINES | 124 |
| MALI | 120 |
| ROUMANIE | 120 |
| SAINT MARTIN | 120 |
| TUNISIE | 120 |
| POLOGNE | 106 |
| ISLANDE | 65 |
| JAMAIQUE | 60 |
| COLOMBIE | 56 |
| GUINEE | 50 |
| MAYOTTE | 40 |
| PORTO RICO | 23 |
| LIBAN | 20 |
| MALDIVES | 9 |
| UKRAINE | 5 |
| JAPON | 3 |
| ALGERIE | 1 |
| VIET NAM | 1 |
| TOTAL DES DONS (ETRANGER) | 1 265 764 |

PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 2024-2025

Les enjeux majeurs de l'exercice 2024-2025 s'articuleront autour du conflit israélo-palestinien, avec une attention particulière à ses répercussions au Liban, où se situe l'un de nos bureaux pays. Par ailleurs, nous finaliserons le transfert des bureaux de Madagascar et du Cameroun, une étape clé dans la mise en œuvre de notre projet stratégique. Enfin, après plus de 20 ans passés rue Archereau, nous emménagerons dans nos nouveaux locaux à Pantin.